

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202338]

27 MARS 2014. — Décret modifiant certaines dispositions du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en créant des services d'aide et de soins aux personnes prostituées (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Conformément à l'article 4, 3^o, du décret du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Communauté communautaire française, le décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de la Constitution.

Art. 2. Dans le livre 1^{er} de la deuxième partie du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un titre 1^{er}/1 intitulé « Services d'aide et de soins aux personnes prostituées ».

Art. 3. Dans le titre 1^{er}/1, inséré par l'article 2, il est inséré un chapitre 1^{er} intitulé « Dispositions générales ».

Art. 4. Dans le chapitre 1^{er}, inséré par l'article 3, il est inséré un article 65/1, rédigé comme suit :

« Art. 65/1. Le présent titre vise à :

- 1^o agréer les services s'adressant principalement ou exclusivement aux personnes prostituées;
- 2^o subventionner les services et les structures visés au 1^o dans les conditions fixées à l'article 65/10. »

Art. 5. Dans le même chapitre 1^{er}, il est inséré un article 65/2, rédigé comme suit :

« Art. 65/2. Pour l'application du présent titre, est considérée comme personne qui se prostitue toute personne majeure qui connaît la prostitution. »

Art. 6. Dans le même chapitre 1^{er}, il est inséré un article 65/3, rédigé comme suit :

« Art. 65/3. Les services et les structures visés par le présent titre contribuent, en faveur des personnes visées à l'article 65/2, à la réalisation des objectifs suivants :

- 1^o rompre l'isolement social;
- 2^o permettre une participation à la vie sociale, économique, politique et culturelle, notamment en :
 - a) assurant une formation aux personnes qui souhaitent quitter un réseau de prostitution;
 - b) assurant, lorsque les conditions sont réunies, un accompagnement visant à l'insertion socio-professionnelle des personnes qui souhaitent quitter la prostitution;
- 3^o promouvoir la reconnaissance sociale, notamment en assurant un accompagnement visant à l'insertion sociale;
- 4^o améliorer le bien-être et la qualité de la vie, notamment en assurant un accompagnement visant à l'estime de soi;
- 5^o favoriser l'autonomie;
- 6^o proposer une écoute et un accompagnement adaptés;
- 7^o améliorer l'accès aux soins et réduire les risques de transmission des IST et MST, notamment en :
 - a) assurant les dépistages;
 - b) assurant un suivi sanitaire;
- 8^o assurer un hébergement sûr aux personnes qui souhaitent quitter un réseau de prostitution. »

Art. 7. Dans le titre 1^{er}/1, inséré par l'article 2, il est inséré un chapitre 2 intitulé « Services d'aide et de soins aux personnes prostituées ».

Art. 8. Dans le chapitre 2, inséré par l'article 7, il est inséré une section 1^{re} intitulée « Agrément ».

Art. 9. Dans la section 1^{re}, insérée par l'article 8, il est inséré une sous-section 1^{re}, comportant les articles 65/4 à 65/6, rédigée comme suit :

« Sous-section 1^{re} : Conditions.

Art. 65/4. Le Gouvernement agrée :

- 1^o un service d'aide et de soins aux personnes prostituées par province de moins de quatre cent mille habitants avec la possibilité de créer une antenne décentralisée;
- 2^o un service d'aide et de soins aux personnes prostituées par province comptant entre quatre cent mille et un habitants et un million d'habitants avec la possibilité de créer deux antennes décentralisées;
- 3^o deux services d'aide et de soins aux personnes prostituées par province de plus d'un million d'habitants avec la possibilité de créer quatre antennes décentralisées au maximum.

Art. 65/5. Le Gouvernement agrée, sous l'appellation « Service d'aide et de soins aux personnes prostituées », toute association ou institution poursuivant les objectifs décrits à l'article 65/3.

Art. 65/6. Le service d'aide et de soins aux personnes qui se prostituent répond aux conditions suivantes :

- 1^o être organisé par une association sans but lucratif qui a pour principal objet l'accomplissement de la mission définie à l'article 65/3, un centre public d'action sociale, une association visée au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, une ville, une commune ou une province;
- 2^o avoir le siège de ses activités en Région wallonne;
- 3^o mener, à titre habituel, des actions visées à l'article 65/3 depuis au moins deux ans à compter de la date de la demande d'agrément;
- 4^o accomplir de manière régulière les actions d'aide aux personnes qui se prostituent;
- 5^o assurer l'aide aux bénéficiaires conformément au décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;
- 6^o s'adresser principalement ou exclusivement aux personnes visées à l'article 65/2;
- 7^o établir des collaborations, travailler en partenariat avec les services et institutions nécessaires à l'accomplissement de ses missions et s'insérer dans les réseaux sociaux et sanitaires existants;
- 8^o signer la charte d'un relais social là où il existe;
- 9^o s'engager à informer l'administration de toute modification intervenue dans ses statuts ainsi que dans la composition, les fonctions ou le statut du personnel. »

Art. 10. Dans la section 1^{re}, insérée par l'article 8, il est inséré une sous-section 2 comportant les articles 65/7 à 65/9, rédigée comme suit :

« Sous-section 2 : Procédure.

Art. 65/7. Le demandeur introduit sa demande d'agrément auprès du Gouvernement.

Le Gouvernement détermine le contenu du dossier de demande d'agrément. Il peut imposer un support informatique selon les formes qu'il détermine. Ce dossier comporte au minimum :

1° la description des tâches assumées par le demandeur;

2° un projet décrivant les actions menées ou prévues par le demandeur.

En ce qui concerne le point 2°, le Gouvernement fixe le contenu et les modalités de communication du projet.

Art. 65/8. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée.

L'agrément est retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent titre ou des dispositions fixées en vertu de celui-ci.

Le service d'aide et de soins aux personnes prostituées, dont la demande d'agrément a été refusée ou dont l'agrément a été retiré ne peut pas introduire une nouvelle demande d'agrément pendant l'année suivant la décision de refus ou de retrait d'agrément.

Art. 65/9. Le Gouvernement fixe la procédure d'octroi et de retrait de l'agrément. »

Art. 11. Dans le chapitre 2, inséré par l'article 7, il est inséré une section 2 intitulée « Subventionnement ».

Art. 12. Dans la section 2, insérée par l'article 11, il est inséré un article 65/10 rédigé comme suit :

« Art. 65/10. Dans la limite des crédits budgétaires et selon les critères et modalités qu'il détermine, le Gouvernement octroie aux services agréés d'aide et de soins aux personnes prostituées, une subvention annuelle destinée à couvrir des frais de fonctionnement et/ou de personnel. »

Art. 13. Dans le chapitre 2, inséré par l'article 7, il est inséré une section 3 intitulée « Volontariat ».

Art. 14. Dans la section 3, insérée par l'article 13, il est inséré un article 65/11 rédigé comme suit :

« Art. 65/11. Les services d'insertion sociale, les relais sociaux, les services d'aide et de soins aux personnes prostituées, agréés ou reconnus en vertu du présent titre qui font appel au concours de collaborateurs volontaires pour aider à l'accomplissement d'une ou plusieurs de leurs missions :

1° veillent à leur donner une fonction en relation avec leur compétence, leur formation professionnelle ou leur expérience;

2° encadrent leurs activités par un travailleur professionnel.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application du présent article. »

Art. 15. Dans le chapitre 2, inséré par l'article 7, il est inséré une section 4 intitulée « Sanctions ».

Art. 16. Dans la section 4, insérée par l'article 15, il est inséré un article 65/12 rédigé comme suit :

« Art. 65/12. Toute personne dirigeant ou organisant une association ou un service qui utilise l'appellation « Service d'aide et de soins aux personnes prostituées », sans avoir obtenu un agrément ou une reconnaissance en vertu du présent titre est punie d'une amende de 100 à 1.000 euros.

Toute personne dirigeant un service d'aide et de soins aux personnes prostituées qui s'oppose au contrôle de l'administration est punie d'une amende de 100 à 1.000 euros. »

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mars 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

(1) Session 2013-2014.

Documents du Parlement wallon, 974 (2013-2014). N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 mars 2014.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202338]

27 MAART 2014. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid door zorg- en hulpverleningsdiensten voor ge prostitueerde personen op te richten (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 4, 3^o, van het decreet van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie regelt dit decreet, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. In boek 1 van het tweede deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt een titel 1/1 ingevoegd, met als opschrift "Zorg- en hulpverleningsdiensten voor ge prostitueerde personen".

Art. 3. In titel 1/1, ingevoegd bij artikel 2, wordt een hoofdstuk 1 ingevoegd, met als opschrift "Algemene bepalingen".

Art. 4. In hoofdstuk 1, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 65/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 65/1. Deze titel heeft als doel :

1^o de diensten die hoofdzakelijk of uitsluitend bestemd zijn voor ge prostitueerde personen te erkennen;

2^o de in 1^o bedoelde diensten en structuren onder de in artikel 65/10 bepaalde voorwaarden te subsidiëren."

Art. 5. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 65/2 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 65/2. Voor de toepassing van deze titel wordt beschouwd als ge prostitueerde persoon, elke meerderjarige persoon die zich prostitueert."

Art. 6. In hetzelfde hoofdstuk 1 wordt een artikel 65/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 65/3. De diensten en de structuren bedoeld in deze titel dragen ten gunste van de in artikel 65/2 bedoelde personen bij tot de verwezenlijking van volgende doelstelling :

1^o het sociaal isolement doorbreken;

2^o een deelname aan het maatschappelijke, economische, politieke en culturele leven mogelijk maken, waarbij met name :

a) een vorming wordt gewaarborgd aan de personen die een prostitutienetwerk willen verlaten;

b) wanneer de voorwaarden zijn vervuld, een begeleiding wordt gewaarborgd met het oog op de socioprofessionele inschakeling van personen die de prostitutie willen verlaten;

3^o de sociale erkenning bevorderen via met name een begeleiding met het oog op de socioprofessionele inschakeling;

4^o het welzijn en de leefkwaliteit verbeteren via met name een begeleiding met het oog op het zelfwaardegevoel;

5^o de autonomie begunstigen;

6^o aan de personen voorstellen om op aangepaste wijze gehoord en begeleid te worden;

7^o de toegang tot de zorgen verbeteren en de risico's voor de overbrenging van seksueel overdraagbare aandoeningen en seksueel overdraagbare ziekten beperken, waarbij met name :

a) de preventieve opsporingen van ziektes worden gewaarborgd;

b) een sanitaire opvolging wordt gewaarborgd;

8^o een huisvesting verzekeren aan de personen die een prostitutienetwerk willen verlaten."

Art. 7. In titel 1/1, ingevoegd bij artikel 2, wordt een hoofdstuk 2 ingevoegd, met als opschrift "Zorg- en hulpverleningsdiensten voor ge prostitueerde personen".

Art. 8. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 1 ingevoegd, met als opschrift "Erkenning".

Art. 9. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een onderafdeling 1, die de artikelen 65/4 tot 65/6 omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

"Onderafdeling 1 : Voorwaarden.

Art. 65/4. De Regering erkent :

1^o een zorg- en hulpverleningsdienst voor ge prostitueerde personen per provincie van minder dan vierhonderdduizend inwoners met de mogelijkheid om een gedecentraliseerd steunpunt op te richten;

2^o een zorg- en hulpverleningsdienst voor ge prostitueerde personen per provincie tussen vierhonderdduizend en één miljoen inwoners met de mogelijkheid om twee gedecentraliseerde steunpunten op te richten;

3^o twee zorg- en hulpverleningsdiensten voor ge prostitueerde personen per provincie van meer dan één miljoen inwoners met de mogelijkheid om maximum vier gedecentraliseerde steunpunten op te richten.

Art. 65/5. De Regering erkent onder de benaming "zorg- en hulpverleningsdienst voor ge prostitueerde personen" elke vereniging of instelling die de in artikel 65/3 bedoelde doelstellingen hebben.

Art. 65/6. De zorg- en hulpverleningsdienst voor ge prostitueerde personen voldoet aan de volgende voorwaarden :

1^o georganiseerd worden door een vereniging zonder winstoogmerk die het vervullen van de opdracht bedoeld in artikel 65/3 als hoofddoel heeft, door een O.C.M.W., een vereniging bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, een stad, een gemeente of een provincie;

2^o zijn activiteitenzetel in het Waalse Gewest hebben;

3^o doorgaans sinds minstens twee jaar te rekenen van de datum van de aanvraag tot erkenning acties bedoeld in artikel 65/3 tot stand brengen;

4^o de steunacties voor personen die zich prostitueren, op regelmatige wijze uitvoeren;

5^o steun verlenen aan de gerechtigden overeenkomstig het decreet van 6 november 2008 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;

6^o zich hoofdzakelijk of uitsluitend richten tot de personen bedoeld in artikel 65/2;

7^o samenwerkingsverbanden tot stand brengen en in een samenwerkingsverband handelen met de diensten en instellingen die noodzakelijk zijn voor de volbrenging van de opdrachten en zich in de bestaande sociale en sanitaire netwerken integreren;

8^o het handvest van een sociaal contactpunt daar waar het bestaat, ondertekenen;

9^o zich ertoe verbinden het bestuur in te lichten over elke wijziging in het statuut en in de samenstelling van het personeel, in de functies of het statuut van het personeel."

Art. 10. In afdeling 1, ingevoegd bij artikel 8, omvat een onderafdeling 2, die de artikelen 65/7 tot 65/9, ingevoegd, luidend als volgt :

“Onderafdeling 2 : Procedure.

“Art. 65/7. De aanvrager dient zijn erkenningsaanvraag bij de Regering in.

De Regering bepaalt de inhoud van het dossier voor de erkenningsaanvraag. Ze kan volgens door haar bepaalde vormen een informaticadrager opleggen. Dat dossier omvat minstens :

1° de taakomschrijving van de aanvrager;

2° een project waarin de door de aanvrager gevoerde of voorziene acties worden omschreven.

Wat punt 2° betreft, bepaalt de Regering de inhoud en de mededelingsmodaliteiten van het project.

Art. 65/8. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend.

De erkenning kan worden ingetrokken wanneer de bepalingen van deze titel of de bepalingen die krachtens deze titel worden uitgevaardigd, niet in acht worden genomen.

De zorg- en hulpverleningsdienst voor geprostitueerde personen, waarvan de erkenningsaanvraag geweigerd is of waarvan de erkenning is ingetrokken, mag tijdens het jaar volgend op de beslissing tot weigering of intrekking van de erkenning geen nieuwe erkenningsaanvraag indienen.

Art. 65/9. De Regering bepaalt de procedure tot toekenning en tot intrekking van de erkenning.”

Art. 11. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 2 ingevoegd, met als opschrift “Subsidiëring”.

Art. 12. In afdeling 2, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel 65/10 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 65/10. Binnen de perken van de begrotingskredieten en volgens de door haar bepaalde criteria en modaliteiten verleent de Regering aan de erkende zorg- en hulpverleningsdiensten voor geprostitueerde personen een jaarlijkse subsidie ter dekking van de werkings- en/of personeelskosten.”

Art. 13. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 3 ingevoegd, met als opschrift “Vrijwillerswerk”.

Art. 14. In afdeling 3, ingevoegd bij artikel 13, wordt een artikel 65/11 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 65/11. De diensten voor sociale insluiting en de sociale contactpunten, de zorg- en hulpverleningsdiensten voor geprostitueerde personen, die erkend zijn krachtens deze titel en die een beroep doen op vrijwillige medewerkers die helpen bij de volbrenging van één of verschillende van hun opdrachten dienen :

1° zorgen ervoor dat hen een functie wordt toegewezen die verband houdt met hun bekwaamheden, hun beroepsopleiding of hun ervaring;

2° begeleiden hun activiteiten door beroepsmensen.

De Regering bepaalt de wijze van toepassing van dit artikel.”

Art. 15. In hoofdstuk 2, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 4 ingevoegd, met als opschrift “Sancties”.

Art. 16. In afdeling 4, ingevoegd bij artikel 15, wordt een artikel 65/12 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 65/12. Elke persoon die een vereniging of een dienst leidt dan wel organiseert die de benaming gebruikt “Zorg- en hulpverleningsdienst voor geprostitueerde personen” zonder erkend te zijn krachtens deze titel wordt bestraft met een geldboete van 100 tot 1.000 euro.

Elke persoon die een zorg- en hulpverleningsdienst voor geprostitueerde personen leidt die zich verzet tegen een bestuurscontrole wordt bestraft met een geldboete van 100 tot 1.000 euro.”

Art. 17. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Waals Parlement, 974 (2013-2014) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 26 maart 2014.

Bespreking.

Stemming.